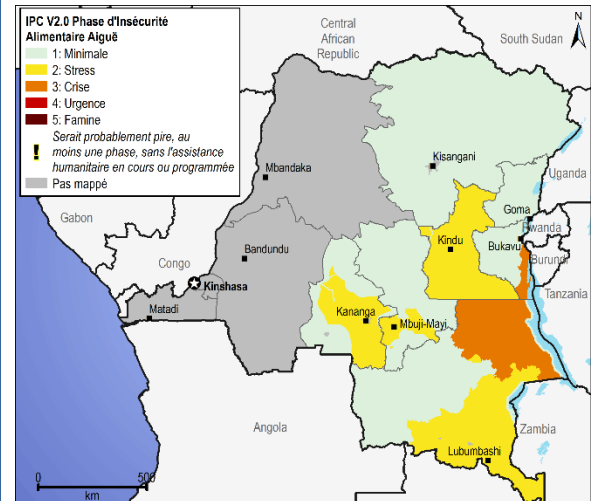


MESSAGES CLÉS

- Excepté le Haut-Katanga et le Tanganyika qui ont connu des perturbations climatiques, les récoltes de la saison A estimées moyennes dans la partie Est permettront aux ménages pauvres de se constituer des stocks de nourriture pour quelques mois et d'améliorer leur consommation alimentaire en cette période de l'année. La plupart de cette zone pourra être classifiée à un niveau Minimal (Phase 1 de l'IPC).
- Les attaques de la culture du maïs par la chenille légionnaire *Spodoptera frugiperda* estimée à 62,5 pourcent des surfaces emblavées avec le taux de perte estimé à 40 pour cent de la production dans la province du Haut-Katanga ainsi que celles de la mouche blanche signalée dans le Kibombo au Maniema continuent leur progression et occasionneront une production de la saison agricole A inférieure à la moyenne dans ces zones.
- La persistance des conflits intercommunautaires et des groupes armés dans la partie Est du pays continue d'occasionner des mouvements internes de déplacement des populations dont les effectifs ont augmenté de près de 16 pour cent au dernier trimestre 2016 par rapport au 3e trimestre 2016. Suite à la perte de leurs biens et à l'accès très limité à leurs moyens d'existence, ces déplacés continueront à être en insécurité alimentaire et seront en besoin d'assistance humanitaire.
- Les conflits coutumiers entre autorités locales dans le Kasaï qui ont pris de l'ampleur au cours du deuxième semestre 2016 dans le territoire de Dibaya ont évolué, touchant d'autres territoires du Kasaï. Les exactions et les violences de la milice locale contre les populations vont exacerber la situation humanitaire des populations limitant ainsi leur accès aux moyens d'existence durant la saison agricole B en cours. On s'attend à la baisse de la production de la saison B par rapport à une année normale, à la hausse des prix et à un accès réduit à la nourriture pour les ménages pauvres.

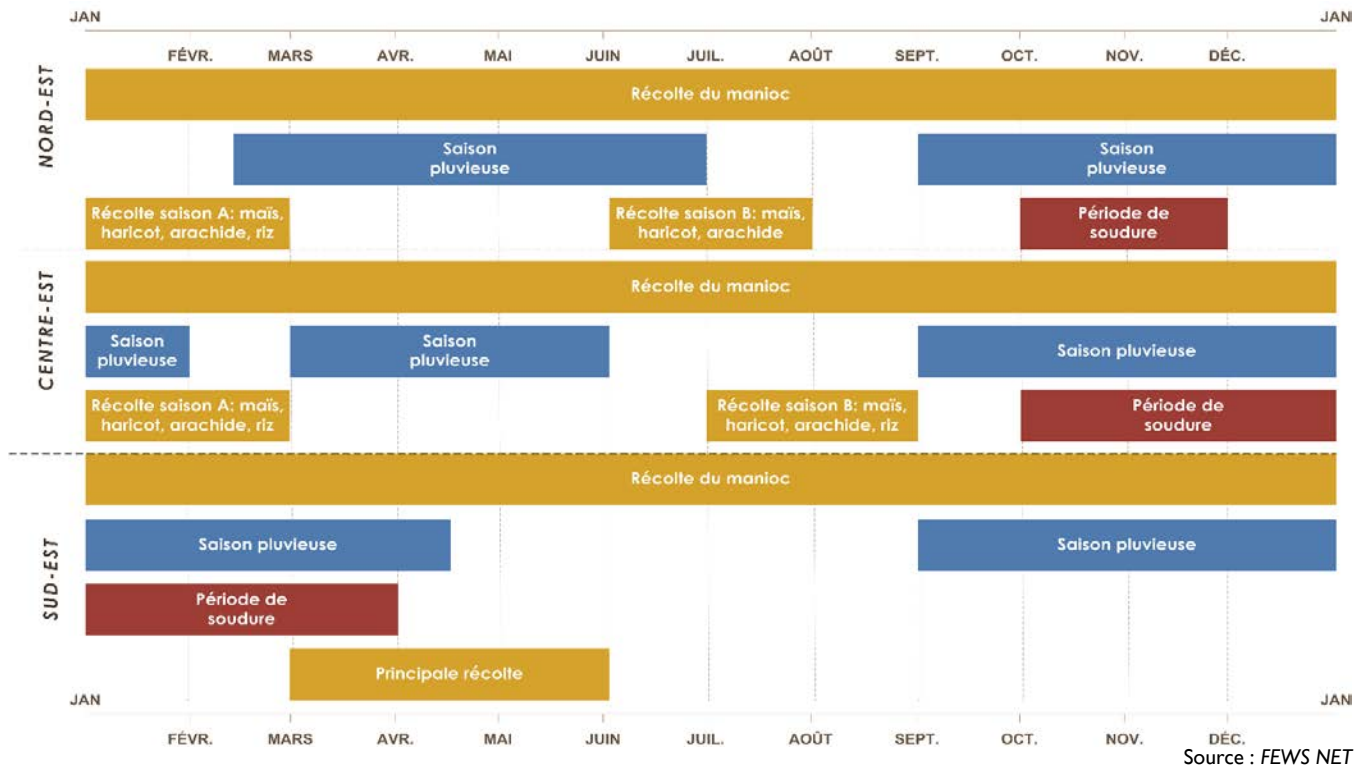
Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, février 2017



Source : FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aigue pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour davantage d'informations sur l'échelle de l'insécurité alimentaire, prière consulter : www.fews.net/IPC.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Présentation nationale

Situation actuelle

Situation agricole

- En cette période de l'année, les récoltes des cultures vivrières à cycle court notamment le maïs, le riz, le haricot, la patate douce, et la pomme de terre, ont eu lieu dans la partie Nord-Est du pays et se poursuivent dans la partie Sud-Est qui a connu environ deux mois de retard des pluies. Dans la première partie, les récoltes sont estimées moyennes alors que dans la seconde partie, elles seront inférieures à la moyenne suite aux effets climatiques, aux maladies des cultures et aux mouvements des populations qui n'ont pas pu mener une campagne agricole normale de la saison A de 2016-2017.
- Les activités de préparation de terrain pour la campagne agricole de la saison B 2017 dans la partie Nord-Est et certaines zones du Sud-Est, ont déjà commencé et le semis est attendu entre mi-février et mi-mars de l'année en cours. Contrairement à une année typique, le problème de manque de semences va se poser dans les zones des moyens d'existence Tanganyika Nord d'agriculture des moyennes terres (CD08) et Maïs surplus de savane (CD03), ainsi que certains territoires du Maniema qui ont connu des perturbations climatiques ayant conduit à la carence des pluies.
- Le manioc, l'un des aliments principaux de la population congolaise est envahi depuis plus de dix ans par la mosaïque. Les boutures tolérantes à la mosaïque (Sawa sawa, Mayombe, Liyayi) introduite dans la région Sud-Est pour permettre aux ménages agricoles de continuer à produire leur aliment de base est entrain de montrer ses limites avec des attaques sévères de la mosaïque à laquelle elles ne résistent plus. A côté de la mosaïque, le virus de la striure brune du manioc, est réapparue depuis environ cinq ans avec comme conséquence la baisse sensible de la production par rapport aux années précédentes. La maladie se manifeste par une nécrose des tubercules de manioc et parfois par un flétrissement des feuilles, qui les rendent impropres à la consommation. Dans les zones affectées par la striure brune du manioc, les ménages agricoles abandonnent petit à petit cette culture et la substituent par le maïs et/ou le riz selon les caractéristiques agro pédologiques de la zone.

- Au cours de la campagne agricole A (septembre 2016-janvier 2017), le maïs a été victime de la chenille *Spodoptera frugiperda* qui attaque les feuilles en les rongant et stoppe la croissance de la plante (Figure 1). Présente dans la partie de l'Afrique Australe notamment certains pays voisins comme la Zambie et le Zimbabwe, cette chenille est déjà présente dans les provinces frontalières de ces pays qui sont le Haut-Katanga, le Haut-Lomami, le Lualaba, le Tanganyika et le Sud-Kivu. Le rapport de la mission d'évaluation de la FAO, l'Inspection Provinciale de l'Agriculture du Haut-Katanga et l'Université de Lubumbashi estime le taux d'attaque de cette chenille à 62,5 pour cent avec un taux de perte des cultures qui serait au-dessus de 40 pour cent dans la seule province du Haut-Katanga. Au stade actuel, aucune mesure de lutte n'a été préconisée ni par le gouvernement et

Figure 1. Chenille envahissante sur le maïs (Uvira)



Source : FEWS NET

encore moins par les ménages agricoles qui observent impuissamment les dégâts causés par ce ravageur. En plus de la chenille légionnaire, la culture de riz est envahie par la mouche blanche causant d'importants dégâts estimés à 19 000 hectares perdus sur 4 territoires de la province du Maniema. (Kibombo, Kailo, Pangi et Kasongo)

Situation de l'élevage

- Les perturbations climatiques survenues dans la partie Sud-Est du pays avec la carence des pluies ont aussi affecté d'une manière ou d'une autre l'élevage des bovins. La période de la transhumance qui a lieu souvent pendant la saison sèche (juin-octobre) s'est prolongée jusqu'à maintenant en février 2017. Les animaux ont été amenés, un certain moment, à paître dans les champs des ménages agricoles et raviver ainsi les conflits traditionnels et latents entre agriculteurs et éleveurs. La carence des pluies a été à la base de la carence du pâturage qui a eu des effets sur la production laitière et le poids des animaux. Par exemple, à Bwegera dans le Sud-Kivu, la production moyenne journalière de lait en temps normal est passée de 4 litres à seulement 2 litres par vache, soit une baisse de cinquante pour cent.
- Le petit bétail, précisément l'élevage porcin, est affecté par une épidémie de peste porcine et le pseudo peste aviaire chez la volaille dans le territoire d'Ubundu en province de la Tshopo. Selon les évaluations rapides faites par la CAID et l'Inspection Territoriale de l'Agriculture, Pêche et Elevage locale, la population animale atteinte par cette épidémie est comprise entre 25 et 50 pour cent. La perte sensible des porcs et poulets qui constituent les avoirs d'investissements et sources de revenus des ménages pauvres occasionnent la baisse de leurs revenus et amènent les ménages à limiter certaines dépenses non alimentaires comme le paiement des frais scolaires et sanitaires avec recours aux stratégies inadéquates de survie.

Situation des marchés

- Les prix actuels des denrées alimentaires sur des nombreux marchés sont supérieurs à la moyenne. Par exemple, sur le marché d'Uvira, selon les données du SNSA/Nord-Kivu, le prix de la farine de maïs pour le mois de janvier 2017 a connu une hausse de 59 pour cent par rapport à la moyenne de cinq dernières années et 55 pour cent comparé à la même période de l'année passée. Sur le même marché, le prix de la farine de manioc du mois de janvier 2017 a connu une hausse de 61 pour cent comparé à la moyenne quinquennale et 51 pour cent par rapport à la même période de l'année passée. Sur le marché de Goma, bien que stables par rapport à la moyenne quinquennale, les prix de la farine de maïs et du manioc au mois de janvier 2017 ont connu une hausse respectivement de 12 et 26 pour cent comparés à la même période de l'année passée.
- Ces hausses anormales des prix des denrées alimentaires sur les marchés sont fonction de plusieurs facteurs entre autres la dépréciation continue du Franc Congolais face au dollar américain, les maladies des cultures, les attaques des cultures par des ravageurs et insectes, les perturbations climatiques, les mouvements des populations qui ont occasionné une production agricole inférieure à la moyenne dans certaines zones (partie Sud-Est et Centre-Est). En outre, les restrictions d'exportation des produits vivriers vers la RDC par les pays voisins dont le Burundi, la Tanzanie et la Zambie contribuent

à la faible disponibilité des denrées alimentaires de base sur les marchés de la zone (Uvira, Baraka, Mboko, Rungu, Luberizi, Luvungi, Kamanyola) qui en dépendent à plus de cinquante pour cent.

Situation sécuritaire et mouvements des populations

- En RDC, la situation sécuritaire reste précaire et volatile surtout en zones de conflits dans la région Est du pays qui vit dans un contexte de crise prolongée. Les affrontements des groupes armés d'une part et les conflits intercommunautaires de l'autre, ont occasionné d'importants mouvements des populations à l'intérieur du pays. La partie du centre du pays, notamment le Kasai, qui jadis jouissait d'une certaine stabilité et accalmie sécuritaires est actuellement en proie aux conflits interethniques qui, au fil du temps, ont prit de l'ampleur et continuent d'occasionner des mouvements des populations.
- Au cours du dernier trimestre de l'année 2016, presque toutes les provinces de la partie Est du pays ont connu des nouveaux mouvements des populations. Par exemple, selon les statistiques de la Commission Mouvement des Population de la Province du Tanganyika, en janvier 2017, le nombre de nouvelles personnes déplacées internes est estimé à près de 267 300 en 2016 dont environ 50 pour cent se sont déplacées au cours de 3 derniers mois. Dans cette province, les conflits intercommunautaires qui avaient resurgi en juillet 2016 à partir du territoire de Nyunzu ont évolué et ont déjà touché tous les six territoires que compte le Tanganyika. Les derniers mouvements des populations en date sont ceux de janvier 2017 qui font état de plus de 33 600 personnes dans le territoire de Moba, au Sud-Est de la province de Tanganyika suite aux conflits intercommunautaires et ethniques. Pour OCHA en RDC, le nombre de personnes déplacées internes est passé de 1,9 millions au troisième trimestre 2016 à 2,2 millions au quatrième trimestre 2016, soit une augmentation d'environ 16 pour cent.
- Par ailleurs l'instabilité politique dans les pays voisins continue également de produire des nouveaux réfugiés en RDC en provenance du Sud Soudan, du Burundi et de la République Centrafricaine. Selon le HCR, le nombre des personnes réfugiées en RDC est passé de 402 905 personnes en août 2016 à 451 956 au 31 décembre 2016, soit 12 pour cent d'augmentation.
- L'occupation continue des forêts, villages et autres ressources naturelles (lac, carrés miniers, rivières, etc.) par les groupes armés dans certaines zones des provinces de l'Est perturbent les moyens d'existence des ménages pauvres qui n'accèdent plus facilement aux produits de la chasse et cueillette, ainsi que les produits de la mer qui sont parmi leurs sources de revenus. Dans les zones affectées par les conflits, particulièrement dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri, le Tanganyika, le Haut-Katanga et le Maniema à l'Est du pays, plusieurs milliers de personnes déplacées internes ne savent plus accéder à leurs champs et aux intrants agricoles. Par conséquent, ces personnes déplacées sont plus utilisées comme main d'œuvre agricole par les familles d'accueil. Les déplacées dans les centres urbains dépendent souvent de la main d'œuvre journalière dans les chantiers de construction et le transport des biens.

Appui humanitaire

- L'assistance humanitaire est assurée par les agences des Nations Unies notamment le PAM, la FAO, l'UNICEF, l'UNHCR et les organisations non gouvernementales internationales et nationales en partenariat avec le gouvernement. Elle est concentrée plus dans la partie Est du pays où l'on remarque la présence des personnes déplacées et réfugiés.

Suppositions

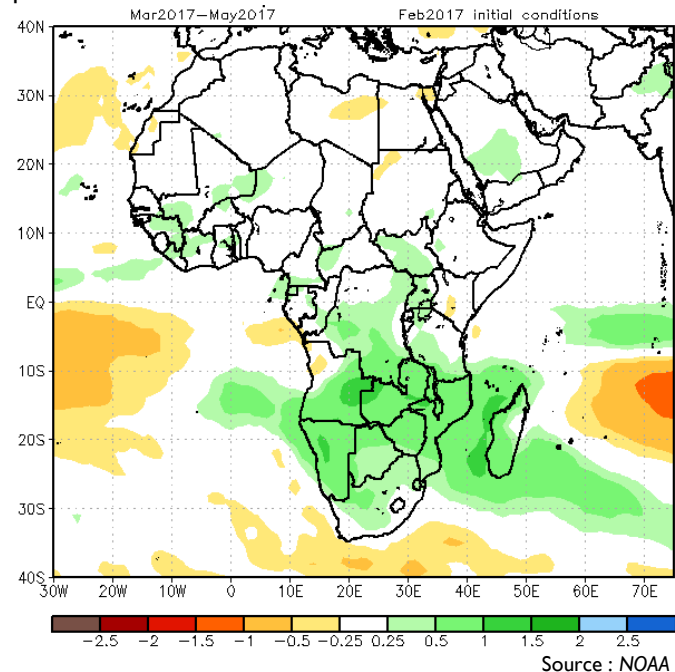
Le scénario le plus probable de février à septembre 2017 est basé sur les hypothèses suivantes au niveau national :

Production agricole

- **Précipitations** : Les précipitations sont attendues supérieures à la moyenne durant la reste de saison B (jusqu'à mai 2017) ce qui permettra aux ménages agricoles d'exploiter la saison agricole B dans la zone bimodale. La grande saison des pluies (saison A) commencera à son temps en septembre avec des niveaux de précipitations moyens au début de la saison.
- **Maladies des cultures** : Etant donné la faible couverture de la réponse par rapport aux maladies des cultures suite à la continuité de l'utilisation par les ménages agricoles des semences issues des plantes infectées pour les nouveaux semis, il est probable que l'attaque du riz par la mouche blanche associée au wilt bactérien du bananier et à la striure brune de manioc gagnent du terrain et l'impact sur les cultures serait légèrement plus significatif que l'année agricole précédente.

- **Ravageurs des cultures :** Etant donné que les territoires du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Lualaba et Tanganyika, frontaliers de la Zambie et du Zimbabwe, ainsi que le Sud-Kivu, sont déjà attaqués par la chenille légionnaire *Spodoptera frugiperda* qui était déjà signalée dans ces pays précités, et tenant compte de sa vitesse de propagation, il est fort possible que les autres provinces voisines notamment le Nord-Kivu, l'Ituri, le Maniema et le Kasaï soient aussi touchées, ce qui aurait un impact significatif sur la production locale du maïs.
- **Saison agricole B :** Tenant compte des prévisions agro climatiques, il est possible que les productions de la saison B qui interviendront entre juin et juillet soient moyennes. Toutefois, dans les zones localisées, la production des cultures sera probablement inférieure à la moyenne en raison des pertes causées par les ravageurs et les maladies des cultures mentionnées ci-dessus. Pendant l'exploitation de cette saison, quelques opportunités d'emploi agricole temporaire pourraient être créées mais ne seront pas à mesure de répondre au besoin compte tenu du nombre élevé par rapport à une année normale, des ménages demandeurs d'emploi agricole temporaire.

Figure 2. Prévisions saisonnières consolidées : Anomalies probables de mars à mai 2017



- **Saison agricole C :** L'exploitation du maïs et du riz dans les zones marécageuses et les périmètres irrigués se poursuivront normalement entre le mois de juin et juillet. Les récoltes qui sont attendues être normales interviendront entre octobre et novembre 2017. Cette saison agricole pourrait créer quelques opportunités d'emploi agricole temporaire durant cette période en faveur des ménages pauvres.
- **Maladie des volailles :** Suite à l'apparition de la grippe aviaire en Ouganda, transfrontalier à la RDC, et tenant compte du fait que les produits de l'élevage tels que les œufs, les poussins, et les poulets de chair traversent régulièrement les frontières entre la RDC et l'Ouganda, ainsi que la vitesse de contamination et de transmission de cette grippe, il est fort possible que cette maladie affecte le territoire congolais. Les provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu et l'Ituri seraient les plus touchées, ce qui contribuerait à la baisse des revenus des ménages pauvres de la zone suite à la perte massive des poulets.
- **Maladie des porcs :** Suite à la présence de la peste porcine dans le territoire d'Ubundu en province de la Tshopo, et tenant compte de la fréquence de perte de porcs observée dans la zone, et la faible capacité des ménages à lutter contre cette épidémie, il est possible que la maladie s'étende sur les territoires voisins avec comme conséquence la baisse des revenus des ménages pauvres qui en dépendent.

Les marchés

- **Valeur de la monnaie nationale :** Il est fort possible que la dépréciation de la monnaie locale face au dollar américain se poursuive durant la première période du scénario.
- **Fonctionnement du marché :** Tenant compte de la mesure de restriction des exportations du maïs par la Zambie vers le Katanga à laquelle s'ajoute l'adoption de la même mesure par le Burundi et la Tanzanie dont les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika dépendent à plus de 30 pour cent par rapport au riz et au maïs, et tenant compte de la dépréciation continue du Franc Congolais face au dollar américain, on peut s'attendre à des perturbations des systèmes d'approvisionnement des marchés principaux frontaliers de ces pays. Dans ces zones, il est fort possible que les voies informelles soient pratiquées par les vendeurs et/ou acheteurs de ces produits de part et d'autre.

- **Approvisionnement des marchés** : Vu les importations du maïs et du riz qui sont attendues être inférieures à la moyenne durant la première période du scénario, il est probable que les marchés connaîtront des perturbations d'approvisionnement surtout dans l'ex-Katanga. Les variations saisonnières au niveau des différentes zones auront également des effets sur les approvisionnements durant cette même période du scénario.
- **Transport des denrées** : Malgré les dommages des infrastructures routières occasionnés par les pluies normales de la saison A et qui ont occasionné la hausse des frais de transport des denrées alimentaires en provenance des zones rurales de production, il est fort possible que la praticabilité de ces infrastructures reprenne normalement à partir de juin 2017 qui correspond à la fin de la saison des pluies et le début de la saison sèche et se poursuive durant la deuxième période du scénario, ce qui occasionnerait l'augmentation de la fréquentation des transporteurs dans les zones de production avec comme corolaire la baisse du prix de transport des denrées alimentaires.
- **Marché et prix** : Etant donné les récoltes moyennes de la saison A qui ont occasionné une certaine disponibilité des denrées sur les marchés de la partie Est et Nord-Est du pays, les prix des denrées vont connaître une certaine stabilité avec une tendance à la baisse durant la période de février à avril 2017 à l'exception des zones affectées par les mouvements des populations et celles victimes des perturbations climatiques majeures pendant la saison A où la carence de la nourriture entraînera une tendance à la hausse des prix des denrées alimentaires de base et ainsi limiter l'accès des ménages aux denrées alimentaires sur le marché.

Les autres facteurs clés

- **Le contexte politique et sécurité** : Compte tenu de la capture des éléments de l'ex-mouvement rebelle « M23 » dans le Nord-Kivu auquel s'ajoute la présence et la persistance des groupes armés dans les forêts des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, du Tanganyika, du Haut-Katanga et du Maniema, ainsi que la poursuite des opérations militaires contre ces groupes armés et l'existence permanente des conflits ethniques et tribaux, on pourrait s'attendre à une continuité des violences durant toute la période du scénario.
- **Mouvements des populations** : En se basant sur les statistiques du dernier trimestre 2016 du HCR qui montrent une augmentation de plus de 11 pour cent du nombre des réfugiés présents en RDC en provenance de certains pays voisins (Burundi, RCA et Sud Soudan) confrontés par l'instabilité politique, et tenant compte de l'incertitude du lendemain marquée par la présence des groupes armés, la persistance des conflits intercommunautaires, l'existence des opérations militaires par l'armée officielle dans les provinces de l'Est du pays (Nord-Kivu, Tanganyika, Sud-Kivu, Haut-Katanga, Maniema, Ituri, Haut-Uélé et Bas-Uélé), il est plus probable que des mouvements des populations se poursuivent durant toute la période du scénario.
- **Le niveau des salaires** : Vu la fermeture de certaines entreprises minières et certains sites d'exploitation artisanale des minerais due à la chute des cours des minerais au niveau mondial, associé à la baisse de la production agricole dans les zones affectées par les perturbations climatiques au cours de la saison agricole passée et à l'abandon de l'agriculture par plusieurs ménages déplacés dans les zones affectées par les conflits, il est probable que la demande d'emploi temporaires augmente, ce qui amènerait les opportunités de la main d'œuvre temporaire à être rares et par conséquent la baisse du coût de la main d'œuvre temporaire.
- **Assistance humanitaire** : Etant donné l'absence d'informations suffisantes et précises sur l'assistance humanitaire prévue, financée et probable, nous n'assumons aucune aide humanitaire pendant la période du scénario.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Février à mai 2017

Les effets des chocs liés aux perturbations climatiques et mouvements des populations que les zones de moyens d'existence CD08 et CD03, ainsi que certains territoires de la province du Maniema ont subi vont se faire sentir au sein des ménages de la zone. De ce fait, avec une production de la saison agricole A 2016-2017 inférieure à la moyenne, les carences des denrées

alimentaires de base, notamment le maïs, le riz, le haricot et le manioc vont occasionner des faibles disponibilités sur les marchés et par conséquent les prix vont augmenter par rapport à l'année passée. Les stratégies de survie telles que la vente des avoirs d'investissement, le retrait des enfants de l'école, la diminution du nombre de repas, la vente des avoirs productifs, le vol, les migrations économiques, l'endettement, etc. auxquelles les ménages font recours actuellement vont se poursuivre jusqu'au mois de juin qui correspond au début de la récolte de la saison agricole B. Les opportunités de la main d'œuvre temporaire locales seront de plus en plus rares alors que plusieurs ménages vont se convertir en main d'œuvre temporaire, ce qui pourrait occasionner la baisse de son coût et par conséquent la baisse des revenus des ménages pauvres. L'accès à la nourriture sera limité durant cette période où plus de 50 pour cent de la nourriture consommée par les ménages pauvres provient des achats au marché, ce qui affectera considérablement leur consommation et voir leur état nutritionnel se dégrader. De ce fait, la zone pourrait être en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).

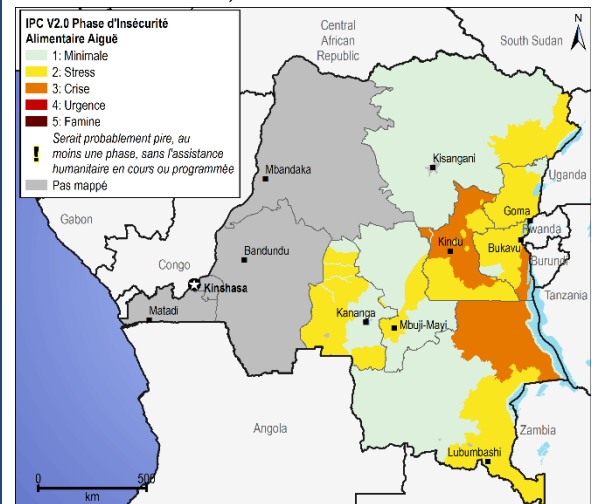
Par ailleurs, dans la partie Nord-Est du pays (Ituri, Tshopo, Bas-Uélé et Haut-Uélé) et la partie Est et Sud-Est (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba) où certains territoires ont fait des récoltes de la saison agricole A 2016-2017 estimées moyennes, la disponibilité alimentaire sera moyennement assurée et les ménages pourront se constituer des stocks de 3 à 4 mois et ainsi maintenir leur niveau de consommation alimentaire acceptable. Ainsi, ces zones resteront en situation d'insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) durant la première période du scénario.

Néanmoins, certaines zones des territoires de la partie Est, Sud-Est et Nord-Est notamment Shabunda, Kalehe, Masisi, Rutshuru, Walikale, Beni, Lubero, Moba, Kongolo, Pweto, Mitwaba, Dibaya, Kabinda, Tshikapa, Tshilenge, Irumu, Aru, Ango, Dungu, Faradje, continueront de subir les effets des conflits armés et communautaires dont les déplacements des populations avec comme corolaire l'accès limité à leurs moyens d'existence. Ces zones continueront à faire face à une perturbation de la disponibilité alimentaire et des moyens d'existence entraînant la spéculation des prix des denrées sur les marchés et la consommation alimentaire limitée. Durant cette période du scénario, ces zones seront en situation d'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) alors que les PDIs, qui n'ont quasiment pas eu de récoltes de la saison A 2016-2017 suite à la limitation d'accès à leurs moyens d'existence seront en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Juin à septembre 2017

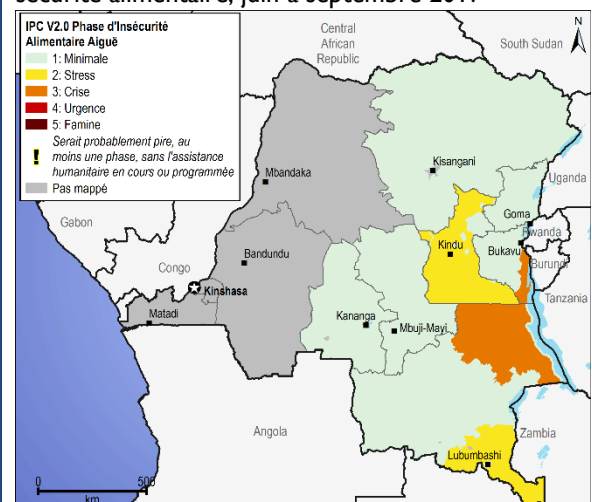
Les récoltes de la saison agricole B espérées être moyennes qui interviendront entre fin juin et début juillet 2017 favoriseront une certaine disponibilité de la nourriture dans la partie Est et Nord-Est (Ituri, Tshopo, Bas-Uélé, Haut-Uélé, Sud-Kivu et Nord-Kivu) du pays. Les ménages pourront abandonner les stratégies de survie irréversibles et leur consommation alimentaire pourra s'améliorer. Cette partie du pays sera en une situation d'insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC). Cependant, dans la même partie, malgré la production moyenne de la saison agricole B, les zones des territoires comme Shabunda, Kalehe, Masisi, Rutshuru, Walikale, Beni, Lubero, Moba, Kongolo, Pweto, Mitwaba, Dibaya, Tshilenge, Irumu, Aru, Ango, Dungu, Faradje qui ont connu des mouvements des populations et un accès limité à leurs moyens d'existence continueront à faire face à la faible disponibilité alimentaire qui pourrait à son tour favoriser la hausse des prix des denrées

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, février à mai 2017



Source : FEWS NET

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, juin à septembre 2017



Source : FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aigue pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter forcément le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour davantage d'informations sur l'échelle de l'insécurité alimentaire, prière consulter : www.fews.net/IPC.

alimentaires. Durant cette période, les ménages pauvres et PDIs ne pourront pas être à mesure de faire certaines dépenses non alimentaires sans recourir à des stratégies de survie inadéquates. La consommation alimentaire des ménages pauvres restera limitée et ces zones pourront être classées en situation d'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Par contre, dans les zones de moyens d'existence CD08 et certains territoires du Maniema (Kibombo, Punia, Kailo et Kasongo) qui ont été victimes des perturbations climatiques durant la saison agricole A 2016-2017, au vu des stratégies graves que les ménages ont adopté durant la période de janvier à juin 2017 notamment celles liées à l'endettement et à la vente des avoirs qui risquent de s'épuiser, les récoltes de la saison agricole B pourront leur permettre d'améliorer leur consommation alimentaire pendant une courte durée de 1 mois et payer les dettes contractées après quoi ils reviendront rapidement en une situation de déficit de consommation alimentaire durant le reste de la période du deuxième scénario. Dans la zone CD03 et certaines zones comme les territoires de Moba, Kongolo, Mitwaba et Pweto dans la partie Sud-Est, plusieurs ménages déplacés estimés à 23 pour cent de la population rurale de la zone n'auront pas accès à leurs champs étant donné que près de 50 pour cent des zones de production sont affectées par les conflits et vidées de ses populations. En outre, les maladies des cultures notamment la striure brune de manioc ainsi que l'attaque des maïs et du riz respectivement par la chenille *Sprodoptera frugiperda* et la mouche blanche, la production agricole de la saison B permettra aux ménages de disposer de stock de nourriture pour une courte période par rapport à la normale, ce qui pourrait occasionner une soudure précoce à partir du mois de septembre 2017. De ce fait, toutes ces zones (CD08 et CD03, et les quelques territoires de Maniema et du Sud-Est précités) continueront à faire face à une faible disponibilité alimentaire. Les ménages continueront d'utiliser certaines stratégies de survie inadéquates telles que la réduction du nombre de repas, l'exclusion de certaines dépenses non alimentaire au profit des dépenses alimentaires, la consommation de repas moins coûteux et moins préférés, la vente des avoirs relatifs aux moyens d'existence, la migration vers les centres urbains à la recherche de l'emploi domestique temporaire, ainsi que l'intensification des travaux temporaires inhabituels. Avec leurs revenus inférieurs à la moyenne, l'accès à la nourriture sera limité avec des prix qui seront en hausse. Ainsi, ces zones seront en situation d'insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Enfin, dans la partie Sud (Haut-Katanga et une partie du Lualaba) qui connaît une seule saison agricole qui va de septembre à février, avec l'attaque du maïs par la chenille *Spodoptera frugiperda* et les effets résiduels restrictions des importations du maïs de la Zambie dont dépend la zone à plus de 70 pour cent, malgré l'exploitation des espaces marécageux et périmètres littoraux qui dure généralement 3 mois, la disponibilité restera faible. Les ménages pourront intensifier le commerce des produits maraîchers (tomate, oignon, légumes) ainsi que la production de la braise. Plus de la moitié de la nourriture des ménages pauvres sera issue des achats au marché où les prix des denrées alimentaires seront en hausse par rapport à la période actuelle. Avec la baisse des activités minières suite à la fermeture des certaines entreprises minières et à l'interdiction de l'exploitation artisanale des minerais, les revenus des ménages pauvres seront inférieurs à la moyenne. Les ménages adopteront des stratégies de survie comme la consommation des aliments moins coûteux et moins préférés, la réduction du nombre de repas, ce qui leur permettra de maintenir une consommation alimentaire limitée. Ainsi, la zone sera en situation d'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC).

ZONES DE PREOCCUPATION

Zone de moyens d'existence CD08 : Tanganyika nord d'agriculture des moyennes terres

Situation actuelle

Production du manioc

La culture du manioc, qui est un aliment de base dans la zone est attaquée par les maladies notamment la mosaïque de manioc depuis plus de 10 ans et la striure brune depuis environ 5 ans. La lutte contre ces maladies n'ayant pas été efficace, et suite à l'expansion de la striure brune dans la zone, les ménages ont commencé à abandonner la culture de manioc pour le maïs qui jadis été exploité comme une culture de rente.

Par conséquent, la production du manioc continue de baisser du fait qu'elle soit affectée par les maladies précitées. Par exemple, la production du manioc est passée de 540 000 tonnes en 2014 à 433 000 tonnes en 2015 dans le territoire d'Uvira, soit une baisse 20 pour cent (rapport annuel 2015 de l'ITAPEL Uvira). Malgré l'indisponibilité des données statistiques sur la

production agricole pour l'année 2016, plusieurs partenaires dont l'Inspection Territoriale de l'Agriculture, Pêche et Elevage d'Uvira, pensent que cette baisse sera encore significative.

Production du maïs

La culture du maïs connaît aussi des baisses de la production au cours des dernières années. Par exemple, dans le territoire d'Uvira, la production du maïs est passée de 18 974 tonnes en 2014 à 17 365 tonnes en 2015, soit une baisse de 8 pour cent (rapport annuel 2015 de l'ITAPEL Uvira). Les raisons sont les perturbations climatiques qui sont de plus en plus fréquentes dans la zone depuis plus de 5 ans et auxquelles s'ajoute la dégénérescence des semences. Malgré l'absence des données pour l'année 2016 qui ne sont pas encore disponibles, il s'observe que la production agricole du maïs et du riz irrigué pour cette saison agricole A, sera largement inférieure à la moyenne par rapport à une année normale, suite au manque des pluies et aux attaques par des chenilles qui a affecté les cultures.

Evolution de la saison culturale

Les travaux de préparation des champs (défrichage, labour) pour la saison agricole B qui commence normalement en février et se termine en juin, ont timidement démarré à cause de l'incertitude des pluies dont le retour n'est pas encore effectif après une longue absence. Du fait de la carence des pluies qui n'a pas occasionné des productions normales, les ménages agricoles seront confrontés à l'absence de semence pour toutes les principales cultures (maïs, riz, haricot, arachide) lors du semis. Les premières pluies sont déjà arrivées mais ne peuvent pas encore conditionner le semis qui intervient en deuxième moitié du mois de février pour une année normale. En conséquence, les opportunités des travaux agricoles ont baissé occasionnant une baisse du coût de la main d'œuvre agricole à près de 40 pour cent par rapport à la même période de l'année passée. Pour ce faire, les ménages pauvres sont plus utilisés pour les travaux domestiques divers.

Situation pastorale

L'élevage de petit bétail, notamment le porc, la chèvre et la volaille n'a pas été affecté par les perturbations climatiques observées dans la zone au cours de la saison agricole passée. Par contre, l'élevage du gros bétail (la vache) a été touché par la carence des pluies qui a entraîné la rareté du fourrage. Dans certains villages, comme Bwegera et Luberizi, beaucoup de grands éleveurs de vaches les ont amenées vers les zones d'exploitation agricole non seulement pour leur éviter les vols par des groupes armés, mais aussi pour le pâturage. La transhumance qui devrait prendre fin en octobre s'est prolongée jusqu'en ce moment et prend l'allure d'être permanente cette année 2017. En plus, plusieurs vaches ont chuté de poids et la production laitière a diminué passant de 4 litres par jour à la même période de l'année passée à 2 litres par jour en cette période de l'année.

Le prix du bétail a diminué suite à la diminution du poids de l'animal, aux ventes précoces et l'augmentation de l'offre d'une part, et le manque d'acheteurs dans un contexte de crise financière d'autre part. Par exemple, une vache moyenne coûte actuellement 200USD contre 300USD à la même période de l'année passée, soit une baisse de 33,33 pour cent.

Conflits et mouvements des populations

La zone est caractérisée par la présence des groupes armés qui sont souvent à la base des affrontements d'une part entre eux-mêmes et d'autre part entre ces derniers et les forces armées régulières. En outre, les conflits inter communautaires et fonciers sont permanents et opposent régulièrement différentes communautés. A chaque affrontement entre acteurs en conflits, on assiste à des mouvements des populations qui sont restés pendulaires. Au cours de l'année 2016, près de 58 mille ont effectué des déplacements pendulaires dans la zone. Par ailleurs, les conflits politiques au Burundi voisin ont occasionné l'arrivée des réfugiés qui sont estimés actuellement à 31 310 dont 24 208 sont dans le camp à Lusenda/Fizi et 7 102 dans les familles d'accueil. Ces derniers continuent d'exercer une certaine pression sur les ressources locales.

Situation des marchés

Les marchés connaissent une perturbation suite aux spéculations des prix, d'une part influencés par la faible disponibilité des denrées alimentaires sur le marché, d'autres parts par la dépréciation continue du Franc Congolais face au dollar américain. Plus précisément, en temps normal, la production de la zone qui reste toujours déficitaire par rapport au besoin locale est souvent supplée par les importations des pays voisins notamment le Burundi et la Tanzanie. Actuellement, pour des raisons internes, ces deux pays ont interdit les exportations de leurs vivres vers la zone frontalière de la RDC, ce qui affecte encore de plus en plus la disponibilité alimentaire et renforce les spéculations sur les marchés, avec comme conséquence la hausse des prix des denrées qui limite les ménages pauvres à l'accès à la nourriture. Par exemple, sur le marché de Runingu, 1Kg de farine de manioc coûte actuellement 300FC contre 200FC à la même période de l'année passée, soit une augmentation de 50 pour cent. Sur le même marché, la farine de maïs est passée de 600FC contre 300FC à la même période de l'année passée,

soit une augmentation de 100 pour cent. Le prix du riz local est de 650FC en cette période de l'année contre 400FC à la même période de l'année passée, soit une augmentation de 62,5 pour cent. (Prix nominaux récoltés lors des entretiens des staffs FEWS NET avec les focus groups des ménages de la Plaine de la Ruzizi).

Stratégies de survie

Suite à la carence de la nourriture dans la zone, les ménages pauvres sont en train de pratiquer des stratégies négatives de survie. Plusieurs d'entre eux sont en train de réduire le nombre de repas passant de 3 en temps normal à 1 repas par jour en cette période de l'année. La vente des avoirs d'investissement notamment le petit bétail et les articles ménagers se fait de manière atypique par rapport à une année normale. Certains ménages ont opté pour la migration vers les camps de Réfugiés au Burundi ou à Lusenda dans le territoire de Fizi. Les cas de vols de la nourriture sont déjà identifiés entre les ménages suite au manque criant de la nourriture. Les jeunes quittent la zone vers des centres urbains et des sites miniers pour des emplois temporaires et d'autres se font enrôler dans les groupes armés avec certains ex-combattants pour piller les vaches et autres biens de la population.

Suppositions

Le scénario le plus probable de février à septembre 2017 pour la zone de moyens d'existence CD08 (Tanganyika Nord d'agriculture des moyennes terres) est basé sur les hypothèses suivantes :

- **Production agricole** : Malgré les prévisions agro climatiques qui pourraient favoriser une production agricole moyenne, il est possible que les maladies des cultures, notamment la striure brune et la mosaïque pour le manioc, ainsi que le « tige » et l'attaque du maïs par la chenille légionnaire *Sprodoptera frugiperda*, associées à la dégénérescence des semences, continuent à affecter la production locale dans la zone.
- **Production laitière** : Du fait d'espérer une saison agricole B normale avec des précipitations moyennes ou inférieures à la moyenne, la disponibilité fourragère pourrait être assurée durant la première période du scénario et contribuerait à l'amélioration de la production laitière.
- **Conflit agriculteurs-éleveurs** : Suite à la mauvaise croissance des cultures de maïs, de riz, d'arachide due à la carence des pluies, il est fort possible que les éleveurs considèrent les champs des agriculteurs comme des espaces de pâturage, ce qui conduirait à l'intensification du conflit entre ces derniers qui est toujours latent dans la zone.
- **Prix du bétail** : Etant donné la vente des avoirs et investissements des ménages dans la zone, le prix du bétail qui a déjà connu une baisse de 25 à 35 pour cent pourrait continuer à baisser durant la première période du scénario. Le prix pourrait se normaliser à partir du mois de juin avec la récolte de la saison B.
- **Activités de microfinance** : Vu la baisse des revenus des ménages en cette période de l'année, il est fort possible que la suspension des activités d'épargne et de crédit pratiquées dans la zone à travers les VSLA et MUSO se poursuive jusqu'en juin 2017, période qui correspond à la récolte de la saison agricole B.
- **L'approvisionnement des marchés** : Etant donné le mauvais état des infrastructures routières dans les zones rurales de production, et vu la dépréciation du franc congolais qui contribue à la hausse des coûts liés au transport, il est possible que la fréquentation de certaines routes de desserte agricole par les transporteurs des vivres soit réduite durant la première période du scénario, ce qui contribuerait au faible approvisionnement des marchés situés dans les grands centres de consommation et favoriserait la hausse des prix des produits locaux.
- **Le prix du maïs importé** : Etant donné la production du maïs de la saison agricole A 2016-2017 qui a été largement inférieure à la moyenne par rapport à une année normale suite aux retards et mauvaises répartitions des pluies, et tenant compte des mesures de restriction d'exportation de ce produit prises par la Tanzanie et le Burundi, il est fort probable que le maïs importé continue de connaître une hausse anormale du prix pendant la première période du scénario, avec un pic entre mars et avril 2017 dans la zone.
- **Le prix du manioc** : Vu la baisse de la production du manioc due à l'abandon progressive de ce produit après son attaque par la striure brune et la mosaïque, et suite à l'interdiction de l'exportation des produits vivriers par le Burundi et la

restriction de l'exportation du riz et maïs par la Tanzanie, il est fort probable que la hausse du prix du manioc continue durant toute la période du scénario.

- **Prix du riz importé** : Etant donné la restriction de l'exportation des vivres par le Burundi et la Tanzanie, et suite à la carence généralisée de la nourriture dans la zone, il est fort possible que les importations du riz du Pakistan qui ont déjà été faites dans le passé reprennent via Bukavu.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Février à mai 2017

Pendant la première période du scénario, étant donné la récolte de la saison A inférieure à la moyenne qui a conduit à la carence de la nourriture dans la zone, les stratégies inadéquates de survie adoptées par les ménages depuis décembre 2017 notamment la vente des avoirs relatifs aux moyens d'existence, la réduction du nombre de repas de 3 à 1 ou 0 repas par jour, l'endettement, l'exclusion des dépenses non alimentaires pour celles liées à la nourriture, vont s'intensifier. Durant cette période où les opportunités d'emploi temporaire continueront à être rares, les ventes des avoirs liés aux moyens d'existence vont se poursuivre au risque de les épuiser. En outre, au vu de l'interdiction des exportations des denrées alimentaires du Burundi et de certains produits (maïs et riz) par la Tanzanie, la disponibilité alimentaire va continuer à baisser par rapport à une année normale. Les prix des denrées alimentaires qui sont déjà en hausse par rapport à l'année passée vont continuer avec cette même tendance avec comme conséquence la limitation d'accès des ménages pauvres à la nourriture durant cette période où plus de la moitié de la nourriture leur provient des achats sur le marché. Les ménages pauvres vont continuer de réduire le nombre de repas comme cela se vit maintenant, ainsi que la consommation des aliments moins coûteux et moins préférés. Une fois les avoirs de certains ménages pauvres épuisés, ces derniers seront amenés à durcir davantage les stratégies de survie et pourraient arriver à adopter le vol, la mendicité et voire la prostitution. La migration des ménages vers le camp de Réfugiés à Lusenda dans la même zone des moyens d'existence pourra s'intensifier. D'autres, surtout les jeunes dépourvus d'emploi et d'autres ayant été sortis de l'école se dirigeront certains dans des sites miniers où ils pourraient exploiter illégalement des minerais et d'autres vers le lac Tanganyika pour les activités de pêche. Les ex-combattants et autres jeunes désœuvrés pourraient intégrer/réintégrer les groupes armés en vue de piller les vaches et autres bien de la population. Les conditions d'accès à la nourriture seront de plus en plus difficiles et la consommation alimentaire des ménages pourrait se dégrader, les exposant à une situation nutritionnelle inadéquate. Ainsi, la zone sera en une situation d'insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Juin à septembre 2017

Durant la deuxième période du scénario, les effets des perturbations climatiques qui ont affecté la zone durant la saison agricole A 2016-2017 vont continuer à se faire ressentir sur la sécurité alimentaire des ménages pauvres de la zone. En effet, au vu des stratégies liées à l'endettement et à la vente des avoirs qui risquent de s'épuiser que les ménages ont adoptées durant la période de janvier à mai 2017, les maladies des cultures notamment la striure brune de manioc ainsi que l'attaque des maïs et du riz respectivement par la chenille *Spodoptera frugiperda* et la mouche blanche, la production agricole de la saison B permettra aux ménages de payer les dettes contractées et disposer de stock de nourriture pour une courte période d'environ un mois par rapport à la normale, ce qui pourrait occasionner une soudure précoce à partir du mois de septembre 2017. Après juillet, soit 1 mois après la récolte de la saison B, les ménages continueront d'utiliser certaines stratégies de survie inadéquates telles que la réduction du nombre de repas, l'exclusion de certaines dépenses non alimentaire au profit des dépenses alimentaires, la consommation de repas moins coûteux et moins préférés, ainsi que l'intensification des travaux temporaires inhabituels. Avec leurs revenus inférieurs à la moyenne, l'accès à la nourriture sera limité et leur consommation pourra se dégrader durant tout le reste de la période du scénario. Ainsi, cette zone restera en situation d'insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Zone de moyens d'existence CD03 : Maïs surplus de savanes

Situation actuelle

Mouvement des populations

Les conflits intercommunautaires entre Luba et Twa dans la province du Tanganyika ont pris le pas sur les offensives de l'Armée congolaise (FARDC) contre des groupes Mayi-Mayi Bakata Katanga dans le « triangle de la mort » - Manono, Mitwaba et Pweto. Ces conflits intercommunautaires se sont intensifiés pour se généraliser ensuite sur l'ensemble de la province du

Tanganyika. En dépit des tentatives de réconciliation, ces communautés continuent à s'affronter et s'entretuer. De nombreux villages ont été incendiés et plus de 20 pour cent des populations rurales vit dans des familles d'accueil, elles-mêmes dépourvues. Une petite poignée se trouve dans des sites spontanés des personnes déplacées internes.

Ces populations en déplacement fuient leurs villages en direction des grands centres urbains à la recherche des abris plus sécurisés. Selon les estimations d'OCHA à Kalemie et le dernier MSA1 de janvier 2017 à Manono, on compte à ce jour, près de 402 243 personnes déplacées internes (PDI) sur l'ensemble de la zone (Tanganyika), dont près de 257 387 enregistrés au second semestre 2016, soit environ 43 000 ménages agricoles en déplacement. Comme le montre le graphique ci-dessus, le territoire de Manono seul a accueilli les derniers déplacés du mois de décembre 2016 en provenance d'une cinquantaine des localités du territoire de Nyunzu et une partie de Manono, soit environ 97 000 personnes. Il convient de noter que les déplacés sur l'ensemble de la province du Tanganyika représentent 23 pour cent de la population rurale de cette zone. L'année 2016, a connu une augmentation de près de 98 pour cent des effectifs des PDIs par rapport au cumul des 5 dernières années constitués des anciens déplacés (voir graphique ci-contre).

Production agricole

La population de la zone de moyens d'existence CD03 est essentiellement agricultrice. La vente des produits agricoles, la vente de poisson, la main d'œuvre agricole et les travaux artisanaux constituent les principales sources de revenus des ménages pauvres de cette zone.

La production agricole a été très affectée par ces mouvements des populations et conflits décrit ci-haut et est estimée inférieure à la moyenne par rapport à une année normale dans la mesure où près de 43 000 ménages déplacés (qui représentent à peu près 23 pour cent de la population rurale de la zone) dans la période de préparation de terrain et de semis, n'ont pas démarré la saison agricole A, en octobre 2016. Egalement, la production agricole inférieure à la moyenne par rapport à une année normale pour les ménages qui ne se sont pas déplacés a été affectée par l'attaque des chenilles, et la striure brune du manioc, le retard et rareté des pluies, ainsi que la destruction et incendie des produits tant aux champs qu'à la maison par lors de l'envahissement des villages par l'un ou l'autre groupe ethnique acteur au conflit.

Fonctionnement des marchés et flux transfrontaliers

L'enclavement de la zone ainsi que l'éclatement des derniers conflits ethniques constituent aussi un frein au fonctionnement normal des marchés. Il conviendra de noter que les restrictions sur les exportations des denrées alimentaires en provenance de la Tanzanie restent d'application et les commerçants qui arrivent à franchir la traversée le font par des circuits informels.

Etant donné les faibles disponibilités des denrées sur les marchés locaux, la dépendance extérieure à travers les flux transfrontaliers en provenance de la Tanzanie essentiellement, et la chute progressive du franc congolais face au dollar, on assiste à une hausse généralisée de prix des denrées de base sur l'ensemble de la province. A Kabalo et Nyunzu par exemple, il a été rapporté que les prix des denrées de base (maïs et manioc) ont presque doublé dans les six derniers mois alors qu'ils sont supposés être stable en cette période de récolte pour la saison A.

Figure 3. Effectifs des déplacés internes en Tanganyika par trimestre en 2016

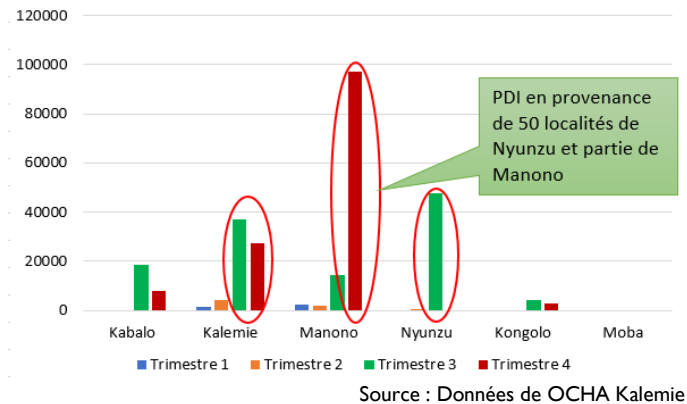
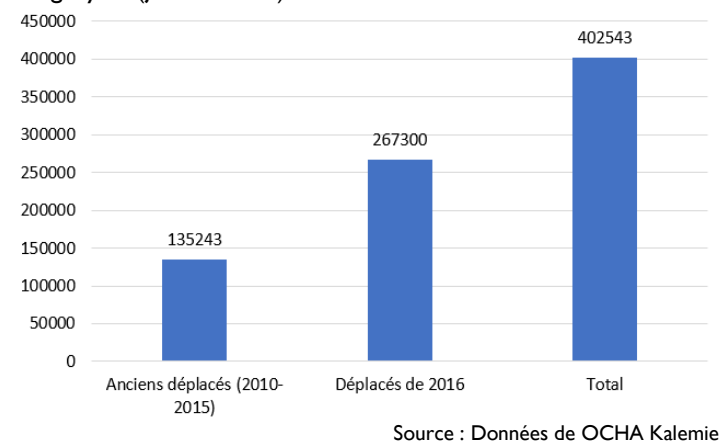


Figure 4. Situation des déplacés anciens et nouveaux en Tanganyika (janvier 2017)



¹ Multi Sector Assessment

Assistance humanitaire

L'assistance alimentaire pour l'instant reste faible et n'a touché que 145 000 bénéficiaires dans les six derniers mois. Cette assistance est essentiellement apportée aux déplacés vivant sur sites, dans les territoires de Nyunzu et Manono, berceau du conflit entre Twa et Luba.

Consommation alimentaire

Dans cet environnement d'insécurité engendré, d'une part, par les conflits intercommunautaires et d'autre part par les opérations militaires contre les groupes armés, les populations civiles paient un très lourd tribut. Plus précisément, l'impact de ces mouvements sur la sécurité alimentaire a conduit à une dégradation de la consommation alimentaire par rapport à normale, surtout dans les territoires de Nyunzu et Manono d'où sont partis les conflits. A l'issue de la dernière visite de terrain de l'équipe FEWS NET en janvier 2017, les communautés rencontrées ont rapportés les difficultés d'accès à la nourriture en cette période de l'année, qui est supposée être la période d'abondance. Depuis, les faibles récoltes de la saison B 2016, qui ont occasionné les faibles niveaux de stocks alimentaires dans la zone (1-1,5 mois) ont exacerbé la situation déjà précaire des ménages pauvres qui à 46 pour cent² ont une alimentation pauvre en juillet 2016.

Stratégies de survie

Face au faible niveau des stocks alimentaires des ménages, à cause des faibles niveaux de production au cours des deux dernières campagnes agricoles en lien avec le minage des terres agricoles, près de la moitié des ménages (48 pourcent) ont fait recours à l'endettement pour satisfaire leurs besoins alimentaires et les dépenses liées aux soins de santé. Même avec une assistance alimentaire, la situation de ces ménages restera fragile.

Suppositions

Le scénario le plus probable de février à septembre 2017 pour la zone de moyens d'existence CD03 (Mais surplus des savanes) est basé sur les hypothèses suivantes :

- **Conflits Twa-Luba et mouvements des populations** : La généralisation du conflit dans le Tanganyika du fait des échecs de négociations de paix entre les parties en conflits pourrait occasionner des nouveaux mouvements des populations durant la période de scénario. Etant donné les faibles disponibilités d'emploi et des activités temporaires qui se manifestent dans la zone en cette période de l'année, il est fort possible que les jeunes désœuvrés et ceux jadis démobilisés des groupes et forces armés, s'enrôlent et intègrent et/ou réintègrent au sein des forces négatives et reprennent le chemin de la forêt pour piller et rançonner les biens des ménages de la zone.
- **Production agricole** : Etant donné l'expansion des conflits au-delà de la zone, les zones culturelles abandonnées en saison B pour l'agriculture vont accroître par rapport à celles de la saison agricole A passée avec comme conséquence la baisse de la production agricole par rapport à une année normale.
- **Prix du bétail** : Tenant compte des faibles revenus des ménages liés aux faibles récoltes des saisons passées, il est possible que l'on assiste à des ventes précoces du bétail par les ménages pauvres qui pourront les aider à accéder à la nourriture vendue au marché. Par conséquent, le prix du bétail qui a déjà connu une baisse de 25 à 35 pour cent pourrait continuer à baisser durant la première période du scénario. Le prix pourrait se normaliser à partir du mois de juin avec la récolte de la saison B.
- **Le prix des denrées de base** : Les prix du riz et du maïs vont continuer leur tendance à la hausse durant la première période du scénario (janvier-mai 2017) avec un pic entre février et avril 2017.
- **Activité minière** : Malgré la restriction de l'exploitation artisanale des minerais par le gouvernement et la chute du prix des cours des minerais au niveau mondial, il est fort possible que l'exploitation artisanale de minerais s'intensifie et soit faite de manière illégale et officieuse par la jeunesse en collaboration avec les militaires et groupes armés très actifs dans la zone.

² EFSA PAM ex Katanga, juillet 2016

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Février à mai 2017

Pendant la première période du scénario (février-mai 2017), étant donné la récolte de la saison A inférieure à la moyenne suite aux conflits interethniques et armés qui n'ont pas permis à près de 23 pour cent de la population rurale de la zone en déplacement d'exploiter leurs champs et autres moyens d'existence, une carence de la nourriture va se faire de plus en plus sentir. Les stratégies de survie inadéquates que les pauvres sont en train d'utiliser depuis décembre 2016, entre autres la réduction du nombre de repas, la consommation des aliments moins préférés et moins coûteux, et l'exclusion de certaines dépenses non alimentaires aux besoins des dépenses alimentaires, en cette période où plus de 50 pour cent de leur nourriture provient des achats aux marchés, vont s'intensifier et se poursuivre avec une plus grande ampleur. Les opportunités d'emploi agricole et temporaire vont de plus en plus être rares et avec la vente des avoirs liés aux moyens d'existence (articles ménages, petit élevage, terrain, etc.) des ménages pauvres qui pourrait les épuiser, les revenus de ces ménages connaîtront de plus en plus une baisse par rapport à l'année passée et à une année normale. Les militaires et policiers qui en temps normal s'adonnent aux tracasseries routières qui se limitent à la perception de légères taxes non officielles auprès des ménages pourraient aller au-delà et organiser des vols et pillages des biens et vaches des ménages dans la zone, avec comme conséquence la perte des biens et avoirs des ménages qui pourraient substituer les revenus des ménages en cette période atypique. Les mesures de restrictions de l'exportation du riz et maïs par la Tanzanie, vont affecter la disponibilité des denrées alimentaires de base sur les marchés locaux, en cette période ce qui contribuerait à l'augmentation des prix des denrées sur les marchés par rapport à l'année passée et à une année normale et à la limitation d'accès à la nourriture. Avec une forte prévalence des maladies épidémiques dans la zone comme le choléra, la rougeole, le paludisme et des taux de malnutrition aiguë globale compris entre 11,7 et 13,2 pour cent, associés à la faible disponibilité de la nourriture dans la zone, la consommation des ménages sera fortement affectée et la zone serait en phase de Crise alimentaire (Phase 3 de l'IPC).

Juin à septembre 2017

Durant la deuxième période du scénario (juin-septembre 2017), en dépit des prévisions climatiques normales, les effets des conflits et perturbations climatiques qui ont affecté la zone durant la saison agricole A 2016-2017 vont continuer à se faire ressentir sur la sécurité alimentaire des ménages pauvres de la zone. En effet, étant donné la poursuite des conflits dans la zone qui continue de s'intensifier, le retour des ménages agricoles déplacés dans leurs zones ne seront pas possible durant la campagne agricole de la saison B. Le pourcentage des personnes déplacées qui n'ont pas eu accès à leurs champs va augmenter, ce qui laisse présager que plusieurs villages agricoles ne vont pas pratiquer l'agriculture en saison B, avec comme conséquence la baisse de la production de la saison B dans la zone et la faible disponibilité de nourriture par rapport à une année normale. D'autre part, les quelques ménages pauvres qui pourront exploiter la saison B, vont se butter à l'invasion du maïs par la chenille *Spodoptera frugiperda* qui est déjà présente dans la zone et dont son expansion reste certaine, ce qui occasionnera une production inférieure à la moyenne. En outre, au vu des stratégies inadéquates, adoptées durant la période de janvier à mai 2017, dont l'endettement et la vente des avoirs qui risquent de s'épuiser, ainsi que la pression exercée par les personnes déplacées sur les moyens d'existence des ménages hôtes dans les zones d'accueil, la production agricole de la saison B permettra à certains ménages de payer les dettes contractées et de disposer de stock de nourriture pour une période courte de près d'un mois, ce qui pourrait occasionner une soudure précoce à partir du mois de septembre 2017.

Après juillet, étant donné que plus de 23 pour cent de la population n'auront pas exploité les champs pendant la campagne agricole de la saison B, les récoltes de la saison B qui interviendront entre juin-juillet 2017 resteront inférieures aux besoins locaux et la zone continuera à faire face à des faibles disponibilités alimentaires dans un contexte de forte prévalence des maladies épidémiques comme le choléra, la rougeole, le paludisme et des taux de malnutrition aiguë globale compris entre 11,7 et 13,2 pour cent. Les ménages continueront d'utiliser certaines stratégies de survie inadéquates telles que la réduction du nombre de repas, l'exclusion de certaines dépenses non alimentaire au profit des dépenses alimentaires, la consommation de repas moins coûteux et moins préférés, ainsi que l'intensification des travaux temporaires inhabituels. Avec leurs revenus inférieurs à la moyenne, l'accès à la nourriture sera limité avec des prix qui seront en hausse et leur consommation pourra se dégrader durant tout le reste de la période du scénario. Ainsi, cette zone restera en situation de Crise alimentaire (Phase 3 de l'IPC).

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

Table I : Événements possible dans les prochains six mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événement	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	Présence des pluies abondantes	Il y aurait des inondations dans les zones situées au bord des lacs et cours d'eau ce qui occasionnerait la destruction des cultures avec comme conséquence la baisse de la production en dessous de la moyenne.
	Appréciation de la valeur de change du Franc Congolais face au dollar américain	Il y aurait stabilité des prix des denrées alimentaires sur le marché
	Eradication de l'invasion du maïs par la chenille	La récolte du maïs pour la saison B serait moyenne et la disponibilité augmenterait, ce qui contribuerait à la baisse et stabilité des prix par rapport aux six mois passés.
	Retard dans la mise en application de l'accord de gestion transitoire du pays par les différentes classes politiques	Il y aurait des soulèvements populaires dans différentes provinces du pays, ce qui accentuerait l'insécurité civile à travers le pays et affecterait les moyens d'existence des populations, et par conséquent l'accès à la nourriture serait limité.
CD08	Levée de la mesure de restriction de l'exportation des vivres par le Burundi et la Tanzanie	La disponibilité alimentaire pourrait s'améliorer sur les marchés de la zone et occasionnerait la stabilisation du prix des denrées alimentaires de base.
	Prise de contrôle d'autres villages par les groupes armés	Il y aurait plus de mouvements des populations qu'attendus, la perturbation des moyens d'existence serait plus significative et beaucoup de personnes seraient affectées.
	Excès des pluies	Il y aurait inondation des champs, ce qui conduirait à la destruction des cultures et compromettrait les récoltes.
CD03	Arrêt de conflit, stabilisation dans la zone et retour des déplacés dans leurs localités d'origine	Les 43 000 ménages en déplacement pourront retrouver leurs moyens d'existence et relancer la production agricole pour finalement accroître le niveau des disponibilités alimentaires dans la zone CD03.
	Lutte contre la chenille envahissante et la striure brune du manioc	Une amélioration de la qualité et quantité de la production agricole
	Apport important de l'assistance alimentaire dans la zone	Amélioration du niveau de consommation des ménages et baisse des taux de malnutrition actuelle du fait de l'apport des nutriments
	Levée de la restriction sur les importations Tanzaniennes vers la RDC	Augmentation des disponibilités alimentaires sur les marchés locaux avec éventuellement une amélioration du niveau des prix de denrées avec une tendance à la baisse.

A propos de l'élaboration de scénarios

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens de vie locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour vous renseigner sur cette méthode de l'élaboration de scénarios, prière consulter www.fews.net/scenario_development.